

Oublier Maastricht

POUR UNE EUROPE DES PROJETS

**L'Europe ne doit pas être seulement une idée,
une construction Juridique, ou un marché unique.
Elle n'existera que si c'est une Europe des projets.**

Par HENRI PREVOT (*)

Pour un temps, oublions tout du traité de Rome et du traité de Maastricht, oublions les arguties juridiques, les doctrines politiques ou économiques ! Faisons des projets, car l'homme, les sociétés vivent de projets.

Récemment, le sous-marin *le Redoutable* a été retiré du service actif, ce qui fut l'occasion d'une cérémonie. En relisant les discours prononcés ce jour-là, on se trouve dans un monde qui n'a rien à voir avec celui de la théorie économique qui domine aujourd'hui : tous ceux qui ont participé à la construction puis à l'exploitation de ce sous-marin, un sous-marin nucléaire porteur de missiles balistiques, étaient animés par des sentiments qui n'avaient rien à voir avec le niveau de vie. De l'ingénieur concepteur à l'ouvrier tourneur, ils avaient tous eu conscience de participer au même projet, de réaliser un exploit technique (à bien moindre coût que les Américains) et de contribuer à la sécurité du pays, c'est-à-dire à la défense de nos valeurs, et à la paix du monde. Il n'y a pas eu besoin de l'aiguillon de la concurrence commerciale.

Quiconque a travaillé dans les mines de charbon sait bien que les ouvriers, les porions ou les ingénieurs n'étaient pas seulement animés du désir de gagner davantage d'argent ; leur fierté, enracinée très profondément dans tout le pays minier, était de chauffer les Français, d'approvisionner l'industrie en énergie. Les agriculteurs, de la même façon, avaient un projet et une fierté : nourrir les Français. Ces projets, et combien d'autres, étaient à la fois ceux de la nation, des entreprises, des personnes, chaque " niveau " renforçant les autres. C'est ainsi que se fait la cohésion d'un groupe, d'une nation. Qu'en sera-t-il de l'Union européenne ?

Un projet, c'est d'abord un but visible ; c'est une équipe déterminée ; puis Il faut évaluer les résultats, les publier et remercier ceux qui ont su

mener à bien le projet. Le but peut être collectif et concerner toute une population ; il appartient alors aux représentants de cette population de faire la relation entre l'effort de chacun et le résultat collectif.

Cette dynamique du projet est absente du discours juridique et de la théorie économique qui, aujourd'hui, servent de fondements à l'Union européenne. " Faire l'Europe " a été présenté comme un projet en soi. Force est de constater que ce projet n'est pas à présent très mobilisateur.

Il ne faut pas oublier qu'un des buts non écrits de la Communauté européenne était d'établir une paix solide entre des pays qui s'étaient battus féroce ment ; projet collectif qui a atteint son but. D'autre part, le « libéralisme » qui fonde l'action de la Communauté laisse chacun libre de mener ses propres projets, et la Communauté a su réaliser ou faciliter des projets stimulants, de ceux qui passionnent, comme certains projets de recherche.

Mais le gros de l'action de la CEE, la réalisation d'un marché européen, n'a rien qui enthousiasme. Les gens y ont sans doute vu longtemps et d'abord un moyen d'asseoir une prospérité matérielle ; d'ailleurs tel est bien l'objet de la Communauté économique européenne, tel fut bien l'« argument de vente » employé pendant les années de croissance, avec légèreté puisque cette justification, qui a dispensé d'en chercher d'autres, a disparu avec les années de crise. Or « on ne tombe *pas amoureux d'un marché intérieur* », comme le dit Jacques Delors.

Rayonnement

Les Européens ont sans doute des valeurs communes qui les distinguent d'autres civilisations ; ils devront être unis pour les

préservé, dans un monde où les rapports de forces vont changer profondément, où la violence trouvera de multiples et puissants moyens de s'exercer. Mais cette menace, diffuse et incertaine, ne suffira pas à les rapprocher : il faudra autre chose.

Il y a bien deux projets très lourds : la création d'une monnaie unique, inscrite dans le traité sur l'Union, et l'intégration, sous une forme ou sous une autre, des pays d'Europe centrale et orientale ; mais, pour l'instant, ils ne touchent que les dirigeants politiques et les spécialistes, il faut encore les transformer en projets vraiment populaires. Notre Union européenne n'aurait-elle pas besoin d'autres projets intermédiaires, visibles et plus proches des gens ? Parfois de portée limitée, ils contribueront pourtant chacun à préparer l'avenir.

De tels projets existent déjà. Airbus va bien au-delà de la fabrication d'avions commerciaux puisque c'est du potentiel technique et industriel des pays d'Europe qu'il s'agit. De même l'aventure européenne de l'espace, donne à quelques pays d'Europe leur autonomie dans un domaine stratégique, celui des satellites et aussi celui des fusées balistiques. La création d'un corps d'armée commun à quelques pays, la coopération en matière de fabrication d'armement, l'organisation d'une libre circulation des personnes d'un pays à l'autre sont d'autres exemples de projets qui ont un sens pour la construction de l'Union européenne. Eurotunnel aussi est un vrai projet fondateur.

Pourquoi ne verrait-on pas se former d'autres projets industriels guidés par la volonté de maîtriser des techniques ou des potentiels de production indispensables à la sécurité et au rayonnement de nos pays (les télécommunications ou l'industrie de l'image par exemple), des projets de coopération avec des

pays du Maghreb, des projets d'échanges scolaires de longue durée dont bénéficieront des centaines de milliers de collégiens ou de lycéens, et bien d'autres projets culturels communs à quelques pays, conditions nécessaires pour que l'Union existe ?

Certains de ces projets, pour réussir, devront être dispensés du respect de certaines règles communautaires, et chacun d'entre eux n'associera que des pays qui y adhéreront vraiment et se feront suffisamment confiance. Il suffit d'ailleurs que deux ou trois pays y participent, à condition naturellement que les autres membres de l'Union les approuvent, pour qu'ils soient vus de l'extérieur comme des projets européens.

Chacun de ces projets sera donc un "foyer d'europanisation", nécessaire en vérité à l'Union européenne, pour à la fois mieux se connaître et se faire reconnaître à l'extérieur. Si ces projets, tendus par un objectif politique, sont « popularisés », s'ils sont connus et soutenus par la population, ils créeront un nouveau tissu de relations entre pays.

Il vaut sans doute mieux éviter de parler aujourd'hui de "noyau dur" ; c'est à l'expérience que l'on verra que certains pays seront plus profondément insérés dans ce tissu, et même que quelques pays auront eu la volonté politique de participer à tous les projets. Ce sera le signe qu'ils ont la même perception de leur avenir ; ils pourront alors traduire ce rapprochement dans une nouvelle forme juridique. Entre-temps, pour progresser, il suffit peut-être que les Etats qui veulent réaliser ensemble un projet n'en soient empêchés ni par les autres Etats ni par le droit et les organes communautaires.

(*) Ingénieur des mines, auteur de *la France : économie, sécurité* (Hachette).